

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

22 juin 2020

PROPOSITION DE LOI

**portant des dispositions diverses en matière
de justice, notamment dans le cadre de la
lutte contre la propagation du coronavirus**

**AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT
N° 67.516/1-2 DU 9 JUIN 2020**

Voir:

Doc 55 **1295/ (2019/2020):**

001: Proposition de loi de Mme Slegers et M. Verherstraeten.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

22 juni 2020

WETSVOORSTEL

**houdende diverse bepalingen inzake justitie,
onder meer in het kader van de strijd tegen
de verspreiding van het coronavirus**

**ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE
NR. 67.516/1-2 VAN 9 JUNI 2020**

Zie:

Doc 55 **1295/ (2019/2020):**

001: Wetsvoorstel van mevrouw Slegers en de heer Verherstraeten.

02595

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Le 29 mai 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur une proposition de loi "portant des dispositions diverses en matière de justice, notamment dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus", déposée par Mme Bercy SLEGGERS et M. Servais VERHERSTRAETEN (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-1295/001).

Les chapitres 6, 9, 13 à 15 et 21 à 25 de la proposition ont été examinés par la première chambre les 4 et 9 juin 2020. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Wilfried VAN VAERENBERGH et Wouter PAS, conseillers d'État, Michel TISON et Johan PUT, assessseurs, et Wim GEURTS, greffier.

Le rapport a été présenté par Frédéric VANNESTE, premier auditeur, et Cédric JENART, auditeur adjoint.

Les chapitres 1^{er} à 5, 7, 8, 10 à 12 et 16 à 20 de la proposition ont été examinés par la deuxième chambre les 3 et 9 juin 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assessseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 juin 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois "sur le Conseil d'État", coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes:

"L'urgence de cette proposition de loi est motivée par le fait que:

La présente proposition de loi a pour objet d'introduire des mesures urgentes dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus. Afin d'endiguer la propagation du virus, il y a lieu d'éviter les contacts physiques et les réunions de personnes lorsqu'ils ne sont pas absolument indispensables. Tant qu'une partie importante de la population n'aura pas été vaccinée contre le Covid-19, le risque de flambée de l'épidémie est en effet réel. Aujourd'hui, le point de vue le plus optimiste est que la vaccination ne sera pas possible avant l'été 2021.

Il est donc nécessaire de tout mettre en œuvre pour garantir le fonctionnement normal de la Justice dans le contexte de la pandémie actuelle.

† S'agissant d'une proposition de loi, on entend par "fondement juridique" la conformité aux normes supérieures.

Op 29 mei 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel "houdende diverse bepalingen inzake justitie, onder meer in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus", ingediend door mevrouw Bercy SLEGGERS en de heer Servais VERHERSTRAETEN (*Parl. St.*, Kamer, 2019-20, nr. 55-1295/001).

De hoofdstukken 6, 9, 13 tot 15 en 21 tot 25 van het voorstel zijn door de eerste kamer onderzocht op 4 en 9 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Wilfried VAN VAERENBERGH en Wouter PAS, staatsraden, Michel TISON en Johan PUT, assessoren, en Wim GEURTS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Frédéric VANNESTE, eerste auditeur, en Cédric JENART, adjunct auditeur.

De hoofdstukken 1 tot 5, 7, 8, 10 tot 12 en 16 tot 20 van het voorstel zijn door de tweede kamer onderzocht op 3 en 9 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 juni 2020.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten "op de Raad van State", gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

"L'urgence de cette proposition de loi est motivée par le fait que:

La présente proposition de loi a pour objet d'introduire des mesures urgentes dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus. Afin d'endiguer la propagation du virus, il y a lieu d'éviter les contacts physiques et les réunions de personnes lorsqu'ils ne sont pas absolument indispensables. Tant qu'une partie importante de la population n'aura pas été vaccinée contre le Covid-19, le risque de flambée de l'épidémie est en effet réel. Aujourd'hui, le point de vue le plus optimiste est que la vaccination ne sera pas possible avant l'été 2021.

Il est donc nécessaire de tout mettre en œuvre pour garantir le fonctionnement normal de la Justice dans le contexte de la pandémie actuelle.

† Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

Un certain nombre de mesures initiales urgentes ont déjà été prises pour permettre le fonctionnement de la Justice pendant le confinement et pour préparer la sortie du confinement. Des mesures supplémentaires urgentes sont cependant nécessaire[s] dans la sphère opérationnelle de la justice de manière à éviter autant que possible les contacts physiques humains, par exemple lors de l'échange de documents et de l'utilisation des bâtiments".

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois "sur le Conseil d'État", coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition¹, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Le texte soumis au Conseil d'État a manifestement été préparé par les services du ministre de la Justice¹ sans qu'il s'agisse d'un avant-projet de loi destiné à être ensuite déposé au nom du Roi à la Chambre des représentants par le ministre sous la forme d'un projet de loi; il a été déposé par deux députés sous la forme d'une proposition de loi.

Ce faisant, les députés agissent conformément à leurs prérogatives, consacrées notamment par les articles 75 et 83 de la Constitution, d'initier, s'il y a lieu, un processus législatif. Le règlement de la Chambre des représentants, spécialement son article 75, § 1, première phrase, confirme en ce sens que "[c]haque membre [de la Chambre] a le droit de faire des propositions".

L'article 2 des lois coordonnées "sur le Conseil d'État" autorise le président de la Chambre à saisir la section de législation du Conseil d'État de demandes d'avis portant notamment sur des "propositions de loi".

¹ En témoigne notamment la "lettre ouverte"¹ que le Conseil supérieur de la justice a envoyée le 5 juin 2020 au Président de la Chambre des représentants sur les conditions dans lesquelles il a été appelé à donner son avis sur la proposition de loi. Cette lettre précise que le Conseil supérieur de la justice a été saisi par "le cabinet du ministre de la justice". Elle a été publiée par le Conseil supérieur de la justice sur son site internet (<http://www.csj.be/fr/news/pas-de-modifications-legislatives-fundamentales-sans-une-reflexion-approfondie>; <http://www.csj.be/nl/nieuws/veen-fundamentele-wetswijzigingen-zonder-grondige-reflectie>).

Un certain nombre de mesures initiales urgentes ont déjà été prises pour permettre le fonctionnement de la Justice pendant le confinement et pour préparer la sortie du confinement. Des mesures supplémentaires urgentes sont cependant nécessaire[s] dans la sphère opérationnelle de la justice de manière à éviter autant que possible les contacts physiques humains, par exemple lors de l'échange de documents et de l'utilisation des bâtiments."

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel,¹ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

De tekst die aan de Raad van State is voorgelegd, is duidelijk voorbereid door de diensten van de minister van Justitie,¹ zonder dat het gaat om een voorontwerp van wet dat bestemd is om nadien door de minister, in naam van de Koning, als wetsontwerp te worden ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers. De tekst is door twee volksvertegenwoordigers ingediend in de vorm van een wetsvoorstel.

Aldus handelen de volksvertegenwoordigers overeenkomstig hun prerogatieven, verankerd in met name de artikelen 75 en 83 van de Grondwet, om in voorkomend geval een wetgevingsproces te starten. Het reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, en meer bepaald artikel 75, § 1, eerste zin, bevestigt dat als volgt: "Ieder lid [van de Kamer] heeft het recht voorstellen te doen".

Artikel 2 van de gecoördineerde wetten "op de Raad van State" machtigt de voorzitter van de Kamer het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State te vragen over onder andere "voorstellen van wet".

¹ Daarvan getuigt onder meer de "open brief" die de Hoge Raad voor de Justitie op 5 juni 2020 aan de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft gezonden in verband met de omstandigheden waarin de Raad zijn advies over het wetsvoorstel diende te verlenen. Luidens die brief is de Hoge Raad voor de Justitie door "het kabinet van de minister van Justitie" om advies verzocht. De Hoge Raad voor de Justitie heeft die brief op zijn website gepubliceerd (<http://www.csj.be/nl/nieuws/veen-fundamentele-wetswijzigingen-zonder-grondige-reflectie>; <http://www.csj.be/fr/news/pas-de-modifications-legislatives-fundamentales-sans-une-reflexion-approfondie>).

Le procédé mis en œuvre et la présente saisine du Conseil d'État n'appellent donc en soi aucune critique².

La section de législation estime toutefois nécessaire d'attirer l'attention des parlementaires sur les effets de la procédure ainsi suivie en l'espèce.

Lorsqu'un texte législatif est préparé au sein des services du pouvoir exécutif, la procédure naturellement suivie s'accompagne de l'accomplissement d'un certain nombre de formalités, dont certaines, par exemple celles liées au contrôle administratif et budgétaire³ ou la consultation de l'Autorité de protection des données⁴, doivent être obligatoirement menées lorsque les conditions de leur mise en œuvre sont réunies, et dont d'autres présentent un caractère facultatif et dépendent des éventuelles initiatives des ministres ou des organes concernés, comme par exemple, à certaines conditions, la consultation du Conseil supérieur de la Justice, du Conseil consultatif de la magistrature, du Collège des cours et tribunaux, du Collège du ministère public, de la Chambre nationale des notaires, etc.

L'utilité de pareille procédure consiste à permettre au ministre et au gouvernement d'agrèger le résultat de ces consultations au projet de loi alors déposé, le cas échéant, sur le bureau de la Chambre des représentants, qui en constitue l'achèvement de la procédure préparatoire; il est même souhaitable que la section de législation du Conseil d'État soit consultée, en

De gevolgde werkwijze en de huidige adiëring van de Raad van State zijn, op zichzelf beschouwd, dus niet vatbaar voor enige kritiek.²

Toch meent de afdeling Wetgeving de parlementsleden te moeten wijzen op de gevolgen van de procedure die hier wordt gevolgd.

Wanneer een wetgevende tekst door de diensten van de uitvoerende macht wordt voorbereid, houdt de gewoonlijk gevolgde procedure in dat een aantal vormvereisten worden vervuld. Een aantal van die vormvereisten, bijvoorbeeld in verband met de administratieve en de begrotingscontrole³ of met het raadplegen van de Gegevensbeschermingsautoriteit,⁴ zijn verplicht wanneer aan de voorwaarden betreffende de uitvoering ervan is voldaan; andere zijn dan weer facultatief en hangen af van de eventuele initiatieven die de ministres of de betreffende organen nemen, bijvoorbeeld, in bepaalde omstandigheden, het raadplegen van de Hoge Raad voor de Justitie, van de Adviesraad van de magistratuur, van het College van de hoven en rechtbanken, van het College van het openbaar ministerie, van de Nationale Kamer van notarissen enz.

Het nut van een dergelijke procedure bestaat erin dat de minister en de regering het resultaat van die raadplegingen kunnen incorporeren in het wetsontwerp, dat dan in voorkomend geval bij het bureau van de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt ingediend, wat de laatste fase van de voorbereidende procedure is. Het is zelfs wenselijk om op

² Il en irait autrement si le recours à une proposition de loi avait pour objectif d'éviter l'obligation de procéder à des formalités préalables. Voir à ce sujet l'avis n° 67.300/2-3 donné le 4 mai 2020 sur une proposition devenue la loi du 20 mai 2020 "portant des dispositions diverses en matière de justice dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID 19", observation sous les articles 4 et 5 (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 1181/3, p. 8, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67300.pdf>) et l'arrêt n° 129/2002 du 10 juillet 2002, de la Cour constitutionnelle, B.6.4.

³ Arrêté royal du 16 novembre 1994 "relatif au contrôle administratif et budgétaire". Cet arrêté royal fait notamment intervenir, dans les conditions qu'il énonce, le ministre ayant le Budget dans ses attributions, le ministre ayant l'Administration générale dans ses attributions et l'Inspection des Finances, en ce compris dans les procédures d'élaboration des avant-projets législatifs.

⁴ Article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 "relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)", lu en combinaison, le cas échéant, avec l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 "relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel", et article 59, § 1^{er}, alinéa 2, de cette loi, lu à la lumière de l'article 28, paragraphe 2, de la directive (UE) n°2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 "relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil".

² Het zou anders zijn indien men zijn toevlucht tot een wetsvoorstel had genomen met als doel de verplichte voorafgaande vormvereisten te omzeilen. Zie daarover advies 67.300/2-3, op 4 mei 2020 gegeven over een voorstel dat heeft geleid tot de wet van 20 mei 2020 "houdende diverse bepalingen inzake justitie in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19", opmerking over de artikelen 4 en 5 (*Parl. St. Kamer 2019-20*, nr. 1181/003, 8, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67300.pdf>) en arrest 129/2002 van het Grondwettelijk Hof van 10 juli 2002, B.6.4.

³ Koninklijk besluit van 16 november 1994 "betreffende de administratieve en begrotingscontrole". Dat koninklijk besluit bepaalt dat de minister bevoegd voor Begroting, de minister bevoegd voor Algemeen bestuur en de Inspectie van Financiën optreden in de daarin vermelde omstandigheden, waaronder de procedures inzake de uitwerking van wetgevende voorontwerpen.

⁴ Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 "betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)", gelezen in combinatie met, in voorkomend geval, artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 "betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens", en artikel 59, § 1, tweede lid, van deze wet, gelezen in combinatie van artikel 28, lid 2, van richtlijn (EU) 2016/680 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 "betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Kaderbesluit 2008/977/JBZ van de Raad".

dernier lieu, à l'issue des consultations d'autres organismes ou autorités, avant l'éventuel dépôt d'un projet de loi⁵.

La Chambre dispose ainsi d'un projet présentant certaines garanties quant à son caractère suffisamment abouti dans la prise en compte des résultats des formalités préalables, obligatoires ou facultatives, auxquelles il a été procédé, ce qui n'empêche pas le Parlement de procéder à d'autres consultations permettant de poursuivre la réflexion.

En revanche, lorsque la procédure de préparation d'un texte législatif au sein des services du pouvoir exécutif ne se conclut pas par le dépôt d'un projet mais par le dépôt d'une proposition de loi par un ou plusieurs parlementaires, il n'est pas garanti que ce texte d'initiative législative ait tenu compte des résultats de ces formalités ni même qu'il ait pu être procédé à ces formalités⁶.

Il semble qu'en l'espèce toutes les consultations n'ont pas eu lieu avant le dépôt de la proposition de loi.

En effet, interpellée sur ce point, la Députée B. Slegers, "mandataire" désignée par le Président de la Chambre pour les relations avec le Conseil d'État dans le présent dossier, lui a indiqué que l'avis du Conseil supérieur de la Justice, du Conseil consultatif de la magistrature et du Collège des cours et tribunaux ont été sollicités relativement à la proposition examinée mais n'ont pas encore été reçus; une fois émis, ils devront figurer parmi les documents parlementaires.

het einde de afdeling Wetgeving van de Raad van State om advies te verzoeken, nadat de andere organen of overheden zijn geraadpleegd, en voordat het wetsontwerp eventueel wordt ingediend.⁵

Zo beschikt de Kamer dan over een ontwerp met garanties dat voldoende rekening is gehouden met de uitkomsten van de voorafgaande verplichte of facultatieve vormvereisten die zijn gevolgd, wat het Parlement er niet van weerhoudt nog andere adviezen in te winnen ter verdere reflectie.

Wanneer de voorbereiding van een wetgevende tekst, binnen de diensten van de uitvoerende macht, niet uitmondt in de indiening van een ontwerp maar in de indiening van een wetsvoorstel door een of meerdere parlementsleden, zijn er daarentegen geen garanties dat in de tekst van dat wetgevende initiatief rekening is gehouden met de uitkomsten van die vormvereisten, en zelfs niet dat men die vormvereisten heeft kunnen naleven.⁶

Het ziet ernaar uit dat *in casu* niet alle raadplegingen hebben plaatsgevonden voordat het wetsvoorstel is ingediend.

Volksvertegenwoordiger B. Slegers, door de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers aangewezen als "gemachtigde" voor de relaties met de Raad van State in dit dossier, heeft naar aanleiding van een vraag daarover namelijk gesteld dat de adviezen van de Hoge Raad voor de Justitie, van de Adviesraad van de magistratuur en van het College van de hoven en rechtbanken over het voorliggende voorstel zijn gevraagd maar nog niet ontvangen. Zodra die adviezen zijn verleend, moeten ze in de parlementaire stukken worden opgenomen.

⁵ Voir en ce sens, notamment, l'avis n° 40.352/1 donné le 15 juin 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 6 juin 2010 "introduisant le Code pénal social" (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n° 3059/1, pp. 485 et 486, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/40352.pdf>) et l'avis n° 54.926/2 donné le 3 février 2014 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté française du 11 avril 2014 "modifiant notamment le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire", reproduit dans l'avis n° 55.946/2 donné le 7 avril 2014 sur un avant-projet devenu le même décret (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2013-2014, n° 640/2, p. 7, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54926.pdf> et <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/55946.pdf>).

⁶ Voir notamment en ce sens l'avis n° 44.588/2 donné le 20 juin 2008 sur une proposition devenue le décret de la Communauté française du 18 juillet 2008 "visant à réguler les inscriptions des élèves dans le premier degré de l'enseignement secondaire et à favoriser la mixité au sein des établissements scolaires" (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2007-2008, n° 552/1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/44588.pdf>).

⁵ Zie in die zin met name advies 40.352/1, op 15 juni 2006 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 6 juni 2010 "tot invoering van het Sociaal Strafwetboek" (*Parl. St.* Kamer 2006-07, nr. 3059/001, 485-486, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/40352.pdf>) en advies 54.926/2, op 3 februari 2014 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van de Franse Gemeenschap van 11 april 2014 "houdende wijziging inzonderheid van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs", dat overgenomen is in advies 55.946/2, op 7 april 2014 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot hetzelfde decreet (*Parl. St.* Fr.Parl. 2013-14, nr. 640/2, 7, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54926.pdf> en <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/55946.pdf>).

⁶ Zie in die zin met name advies 44.588/2, op 20 juni 2008 gegeven over een voorstel dat heeft geleid tot het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2008 "tot regeling van de inschrijvingen van de leerlingen in de eerste graad van het secundair onderwijs en tot bevordering van de sociale gemengdheid binnen de schoolinrichtingen" (*Parl. St.* Fr.Parl. 2007-08, nr. 552/1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/44588.pdf>).

Certaines formalités ne peuvent par ailleurs plus être mises en œuvre à l'initiative de la Chambre, comme par exemple celles liées au contrôle administratif et budgétaire⁷.

En résumé, il a certes été loisible aux auteurs de la proposition d'user de leurs prérogatives en la déposant, ce qui, en soi, n'appelle aucune critique, mais le procédé, en l'espèce, emporte un certain nombre de conséquences dont il a paru opportun à la section de législation d'avertir les parlementaires quant au degré d'aboutissement de la procédure menée.

MOTIVATION DE L'URGENCE

1. Aux termes de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées "sur le Conseil d'État", pour qu'une demande d'avis dans un délai de cinq jours ouvrables soit recevable, le caractère urgent doit être spécialement motivé dans la demande. La motivation adéquate de l'urgence constitue dès lors une condition de recevabilité de la demande d'avis.

Selon le vœu du législateur, elle permet un examen ordonné des projets par la section de législation et évite de multiplier les dérogations à l'ordre normal de cet examen⁸.

Des motifs spécifiques, liés à l'objet même des dispositions en projet et à leur contenu, comme établissant l'urgence, doivent être invoqués.

Ainsi que la section de législation du Conseil d'État l'a rappelé à de nombreuses reprises, ces motifs spécifiques doivent revêtir un caractère suffisamment pertinent et concret au regard de la proposition qui lui est soumise⁹.

2. L'urgence est motivée exclusivement au regard de la lutte contre la pandémie de coronavirus, plus particulièrement de la nécessité de rendre la justice opérationnelle tout en évitant les contacts physiques. Elle se réfère notamment à la considération suivante:

⁷ Comme, pour les motifs exposés dans l'observation formulée plus bas sur la recevabilité de la demande d'avis dans les cinq jours ouvrables, plusieurs dispositions de la proposition ne sont pas examinées par le présent avis, il n'a pas été procédé à l'examen d'éventuelles autres formalités préalables qui auraient été requises en raison de l'objet de ces dispositions si le processus administratif avait été mené à son terme, jusqu'au dépôt d'un projet de loi.

⁸ En ce sens voir l'avis n° 40.444/1-2-3-4 donné le 16 mai 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 20 juillet 2006 "portant des dispositions diverses" (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, n° 2518/1), <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/40444.pdf>.

⁹ Avis n° 46.161/AG donné en assemblée générale le 17 mars 2009 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté française du 30 avril 2009 "organisant le transfert de l'enseignement supérieur de l'architecture à l'université" (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2008-2009, n° 680/1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/46161.pdf>).

Bepaalde vormvereisten kunnen overigens niet meer op initiatief van de Kamer ten uitvoer worden gelegd, zoals bijvoorbeeld de vormvereisten in verband met de administratieve en de begrotingscontrole.⁷

Samenvattend kan worden gesteld dat het de stellers van het voorstel weliswaar vrijstaat gebruik te maken van hun prerogatieven en het voorstel in te dienen, wat op zichzelf niet vatbaar is voor enige kritiek, maar *in casu* blijft de werkwijze niet zonder consequenties voor het slagen van de gevolgde procedure. De afdeling Wetgeving wil de parlementsliden daarvoor waarschuwen.

MOTIVERING VAN DE SPOEDEISENDHEID

1. Opdat een vraag om binnen een termijn van vijf werkdagen advies te geven ontvankelijk zou zijn, moet naar luid van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State het spoedeisende karakter in de adviesaanvraag met bijzondere redenen worden omkleed. De deugdelijke motivering van het verzoek om spoedbehandeling is derhalve een vereiste voor de ontvankelijkheid van de adviesaanvraag.

Aldus kan, volgens de wens van de wetgever, de afdeling Wetgeving de ontwerpen in een bepaalde volgorde onderzoeken en wordt voorkomen dat afwijkingen van de normale volgorde van dat onderzoek zich steeds vaker voordoen.⁸

Tot staving van de spoedeisendheid dienen specifieke redenen te worden opgegeven die verband houden met het onderwerp zelf en met de inhoud van de ontworpen bepalingen.

Zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State al meermaals heeft opgemerkt, moeten die specifieke redenen voldoende relevant en concreet zijn ten aanzien van het voorstel dat aan de Raad wordt voorgelegd.⁹

2. De spoedeisendheid wordt uitsluitend gemotiveerd in het licht van de strijd tegen de coronaviruspandemie, meer bepaald de nood aan een werkbare justitie zonder fysiek contact. Ze steunt onder meer op de volgende overweging:

⁷ Aangezien in dit advies verschillende bepalingen van het voorstel niet worden onderzocht, vanwege de redenen die zijn uiteengezet in de opmerking *infra* over de ontvankelijkheid van de aanvraag van het advies binnen vijf werkdagen, is geen onderzoek gevoerd betreffende eventueel andere voorafgaande vormvereisten die vanwege de strekking van die bepalingen verplicht zouden zijn indien de administratieve procedure volledig zou zijn doorlopen, tot aan de indiening van een wetsontwerp.

⁸ Zie in die zin advies 40.444/1-2-3-4, op 16 mei 2006 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 20 juli 2006 "houdende diverse bepalingen" (*Parl. St. Kamer* 2005-06, nr. 2518/001), <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/40444.pdf>.

⁹ Advies 46.161/AV, op 17 maart 2009 door de algemene vergadering gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 "houdende organisatie van de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit" (*Parl. St. Fr. Parl.* 2008-2009, nr. 680/1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/46161.pdf>).

“Tant qu’une partie importante de la population n’aura pas été vaccinée contre le Covid-19, le risque de flambée de l’épidémie est en effet réel. Aujourd’hui, le point de vue le plus optimiste est que la vaccination ne sera pas possible avant l’été 2021”.

Selon les développements de la proposition de loi à l’examen,

“D’une part, la présente proposition de loi a pour objet d’adopter des mesures urgentes dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus. Afin d’endiguer la propagation du virus, il y a lieu d’éviter les contacts physiques et les réunions de personnes lorsqu’ils ne sont pas absolument indispensables. À cet effet, des mesures définitives et une mesure temporaires sont introduites. D’autre part, on propose des adaptations au cadre légal qui, même sans la cause immédiate de la pandémie, apportent une plus-value au fonctionnement de la Justice”.

L’intitulé lui-même de la proposition de loi, usant de l’adverbe “notamment”, révèle que les mesures envisagées ne sont pas toutes destinées à la lutte contre la pandémie.

Il convient donc de distinguer, parmi les vingt-cinq chapitres que compte la proposition, ceux qui sont effectivement destinés à la lutte contre la pandémie, pour lesquels l’urgence est motivée, de ceux qui ambitionnent d’apporter une plus-value au fonctionnement de la Justice et de modifier ou compléter des textes de droit civil, de droit pénal, de droit économique, ainsi que du droit applicable à la police, pour lesquels l’urgence n’est pas motivée. L’appréciation de la motivation de l’urgence doit aussi tenir compte des dates d’entrée en vigueur des dispositions de la proposition.

3. Plusieurs chapitres de la proposition sont appelés à entrer en vigueur le 1^{er} septembre 2020, le 1^{er} octobre 2020, le 1^{er} janvier 2021, le 31 mars 2022 ou le 31 décembre 2022.

Tel est le cas des chapitres 2 (modernisation de l’état civil) (à l’exception de l’article 3, qui produit ses effets le 31 mars 2019 et de l’article 19 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2020), 7 (procédure judiciaire écrite), 10 (évaluation en permanence des affaires pendantes au rôle général), 12 (significations au procureur du Roi), 14 (mise à la retraite des huissiers de justice), 17 (testament authentique), 18 (successions) et 24 (vidéoconférence en matière pénale, en matière d’application des peines et dans l’exécution de mesures d’internement).

À leur égard, la motivation de l’urgence n’expose pas pour quel motif il n’aurait pas été possible au demandeur d’avis, compte tenu de ces dates d’entrée en vigueur, de saisir la section de législation dans le délai de trente jours prévu par l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées “sur le Conseil d’État”. Ceci dément également l’urgence en tant qu’elle est présentée dans la lettre de saisine du Conseil d’État comme liée à la lutte contre la pandémie de coronavirus en cours. Ceci vaut aussi pour les chapitres 13 (publication des

“Zolang een vaccinatie van een belangrijk deel van de bevolking tegen Covid-19 niet is gerealiseerd, is het risico op opflakeringen van de epidemie immers reëel. Vandaag wordt in de meest optimistische visie ervan uit gegaan dat vaccinatie niet mogelijk zal zijn voor de zomer 2021.”

In de toelichting bij het voorliggende wetsvoorstel staat het volgende te lezen:

“Enerzijds strekt dit wetsvoorstel ertoe dringende maatregelen te nemen in het kader van de strijd tegen de coronaviruspandemie. Om de verspreiding van het virus tegen te gaan, moeten fysieke contacten en samenkomsten van mensen worden vermeden wanneer zij niet absoluut noodzakelijk zijn. Daartoe worden definitieve maatregelen en één tijdelijke maatregel ingevoerd. Anderzijds worden aanpassingen aan het wetgevend kader voorgesteld die ook zonder de directe aanleiding van de pandemie een meerwaarde bieden voor de werking van Justitie.”

Het opschrift zelf van het wetsvoorstel, waarin de woorden “onder meer” worden gebruikt, maakt duidelijk dat de beoogde maatregelen niet allemaal de bestrijding van de pandemie dienen.

In de vijftientig hoofdstukken van het voorstel dient dus een onderscheid te worden gemaakt tussen de hoofdstukken die effectief gericht zijn op de bestrijding van de pandemie, waarvoor de spoedeisendheid gemotiveerd is, en de hoofdstukken die de werking van Justitie een meerwaarde beogen te bieden en die teksten van burgerlijk recht, strafrecht, economisch recht en recht dat op de politie toepasselijk is, beogen te wijzigen of aan te vullen, waarvoor de spoedeisendheid niet gemotiveerd is. Bij de beoordeling van de motivering van de spoedeisendheid moet ook rekening worden gehouden met de datums waarop de bepalingen van het voorstel in werking treden.

3. Verschillende hoofdstukken van het voorstel zouden in werking treden op 1 september 2020, op 1 oktober 2020, op 1 januari 2021, op 31 maart 2022 of op 31 december 2022.

Dat is het geval met de hoofdstukken 2 (modernisering van de burgerlijke stand) (met uitzondering van artikel 3, dat uitwerking heeft op 31 maart 2019, en van artikel 19, dat uitwerking heeft op 1 januari 2020), 7 (schriftelijke procedure), 10 (voortdurende evaluatie van hangende zaken op de algemene rol), 12 (betekeningen aan de procureur des Konings), 14 (opruststelling van gerechtsdeurwaarders), 17 (wijzigingen inzake het authentieke testament), 18 (nalatenschappen) en 24 (videoconferentie in strafzaken, in strafuitvoeringszaken en in de uitvoering van interneringsmaatregelen).

In de motivering van de spoedeisendheid wordt niet toegelicht waarom de adviesaanvrager, gelet op die datums van inwerkingtreding, de afdeling Wetgeving onmogelijk om advies over die hoofdstukken heeft kunnen verzoeken binnen de termijn van dertig dagen waarin artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten “op de Raad van State” voorziet. Aldus wordt ook de spoedeisendheid ontkracht, aangezien die volgens de brief met de adviesaanvraag, gericht aan de Raad van State, verband houdt met de strijd

jugements et des arrêts) et 22 (statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté), dans lesquels la date (ultime) de mise en vigueur de lois appelées à entrer en vigueur le 1^{er} septembre 2020 ou le 1^{er} octobre 2020 est reportée.

Plusieurs de ces dispositions, quant à leur objet même, sont en outre étrangères à l'urgence invoquée, ainsi que le confirme la lecture de leur commentaire dans les développements de la proposition de loi. Tel est également le cas des articles 3 (modernisation de l'état civil) et 19 (adoption internationale), ainsi que des chapitres 4 (réparations à la suite d'arrêts de la Cour constitutionnelle), 5 (formation en matière de violences sexuelles), 6 (cadres temporaires dans les cours d'appel et les parquets généraux), 9 (Registre central d'aide juridique), 11 (source authentique contenant les indicateurs des entreprises en difficultés financières), 15 (formation judiciaire), 16 (notariat) (sauf l'article 85), 19 (traitement de l'information policière opérationnelle par le cadre administratif et logistique de la police intégrée) et 21 (frais de justice).

En revanche, l'urgence invoquée est admissible s'agissant du chapitre 8 (extension du recours au système informatique en matière judiciaire) (article 57), de l'article 85 (identification des personnes concernées dans les actes notariés) et des chapitres 20 (cachet électronique avancé pour les copies des procès-verbaux) (article 113), 23 (cour d'assises) (articles 123 à 127) et 25 (audiences par vidéoconférence pour la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels) (articles 137 et 138).

4. Seront donc examinés les articles 1^{er} (en tant qu'il concerne les articles énoncés ci-après), 57, 85, 113, 123 à 127, 137 et 138.

5. L'attention des parlementaires est toutefois attirée sur le fait qu'en dépit d'une motivation de l'urgence axée sur "la lutte contre la pandémie de coronavirus", ces dispositions, si elles peuvent à court terme être considérées comme entrant dans ce cadre, ont également une portée temporelle permanente et non limitée à la durée de l'actuelle crise sanitaire.

Il est regrettable que de telles dispositions soient soumises aux instances consultatives, notamment au Conseil d'État, dans une urgence incompatible avec la nécessité de l'examen approfondi qu'elles appellent¹⁰.

Le bref délai laissé au Conseil d'État en raison du recours à la procédure exceptionnelle de demande d'avis dans les

¹⁰ Voir dans le même sens la lettre précitée que le Conseil supérieur de la justice, saisi par "le cabinet du ministre de la justice" le 26 mai 2020, a envoyée le 5 juin 2020 au Président de la Chambre des représentants pour notamment faire état de l'impossibilité "de procéder à un examen sérieux, exhaustif et approfondi de toutes [l]es dispositions [de la proposition] dans [les délais impartis à cet organisme, qui expirent le 8 juin 2020]".

tegen de coronaviruspandemie die momenteel wordt gevoerd. Dat geldt ook voor de hoofdstukken 13 (bekendmaking van de vonnissen en arresten) en 22 (externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf), waarin de (uiterste) datum van inwerkingtreding van wetten die op 1 september 2020 of op 1 oktober 2020 in werking zouden moeten treden, wordt uitgesteld.

De strekking zelf van verschillende van die bepalingen staat bovendien los van de aangevoerde spoedeisendheid, zoals blijkt uit de bespreking van die bepalingen in de toelichting van het wetsvoorstel. Dat is ook het geval met de artikelen 3 (modernisering van de burgerlijke stand) en 19 (interlandelijke adoptie), alsook met de hoofdstukken 4 (reparaties naar aanleiding van arresten van het Grondwettelijk Hof), 5 (opleiding met betrekking tot seksueel geweld), 6 (tijdelijke personeelsformaties bij de hoven van beroep en van de parketten-generaal), 9 (Centraal register juridische bijstand), 11 (authentieke bron met daarin de indicatoren van de ondernemingen in financiële moeilijkheden), 15 (gerechtelijke opleiding), 16 (notarisambt) (behalve artikel 85), 19 (verwerking van operationele politionele informatie door het administratief en logistiek kader van de geïntegreerde politie) en 21 (gerechtskosten).

Anderzijds is de aangevoerde spoedeisendheid aanvaardbaar in verband met hoofdstuk 8 (ruimere gebruikmaking van het informaticasysteem in gerechtelijke aangelegenheden) (artikel 57), met artikel 85 (identificatie van de betrokkenen in notariële akten) en met de hoofdstukken 20 (geavanceerde elektronische zegels voor de kopieën van processen-verbaal) (artikel 113), 23 (hof van assisen) (artikelen 123 tot 127) en 25 (zittingen via videoconferentie voor de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders) (artikelen 137 en 138).

4. Onderzocht worden bijgevolg de artikelen 1 (voor zover dat betrekking heeft op de hierna genoemde artikelen), 57, 85, 113, 123 tot 127, 137 en 138.

5. De parlementsleden worden er evenwel attent op gemaakt dat de strekking van die bepalingen, in weerwil van de motivering van de spoedeisendheid gericht op "de strijd tegen de coronaviruspandemie", op korte termijn weliswaar binnen dat kader lijkt te passen maar ook een permanent tijdelijk karakter heeft dat niet beperkt blijft tot de duur van de huidige gezondheids crisis.

Het valt te betreuren dat dergelijke bepalingen worden voorgelegd aan de adviesorganen, met name aan de Raad van State, met een spoedeisendheid die niet verenigbaar is met het grondige onderzoek waartoe ze nopen.¹⁰

Door de korte termijn die de Raad van State is toegemeten vanwege de gebruikmaking van de uitzonderlijke procedure

¹⁰ Zie in dezelfde zin de voormelde brief die de Hoge Raad voor de Justitie, op 26 mei 2020 om advies verzocht door "[h]et kabinet van de minister van Justitie", op 5 juni 2020 heeft gezonden aan de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, waarin onder meer wordt gesteld dat "[h]et (...) onmogelijk [is] om al [de] bepalingen [van het voorstel] binnen [de aan dat orgaan toegemeten termijn die op 8 juni 2020 verstrijkt], goed, volledig en grondig te bestuderen".

cinq jours ouvrables n'a en effet pas permis à la section de législation de consacrer aux dispositions examinées l'attention qu'elles méritent.

Dans ces conditions, l'exhaustivité du présent avis ne peut être garantie et l'absence d'observation concernant l'une ou l'autre disposition de la proposition ne signifie pas que les textes en projet ne soient ni critiquables ni perfectibles. Dans un tel contexte, il va de soi que le silence éventuellement gardé par la section de législation sur ces dispositions ne saurait servir d'élément d'interprétation de la loi en projet.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 18sexies proposé de la loi du 16 mars 1803 "contenant organisation du notariat" (article 85 de la proposition) règle certains aspects de l'utilisation du numéro national des personnes concernées par les notaires ou la Fédération royale du notariat belge et de l'utilisation de photos, dans certaines circonstances, de ces personnes dans le Registre national.

Cette disposition porte sur le traitement de données à caractère personnel au sens de l'article 4, point 2), du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 "relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)".

L'article 36, paragraphe 4, combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, ainsi qu'avec l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 "relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel", prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 "portant création de l'Autorité de protection des données", "dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national [...] qui se rapporte au traitement".

Cette obligation, qui revêt un caractère général, s'applique également lorsque l'initiative législative émane d'une assemblée parlementaire.

La Chambre des représentants veillera à consulter l'Autorité de protection des données sur l'article 85 de la proposition.

EXAMEN DE LA PROPOSITION DE LOI

Articles 57, 85 et 113

Dans son avis n° 67.300/2-3 précité, la section de législation faisait l'observation suivante:

waarbij wordt verzocht om een advies binnen een termijn van vijf werkdagen, heeft de afdeling Wetgeving de onderzochte bepalingen immers niet de aandacht kunnen geven die ze verdienen.

In die omstandigheden kan niet worden gegarandeerd dat dit advies volledig is. Dat over een of andere bepaling van het voorstel geen opmerking wordt gemaakt, betekent niet dat de ontworpen teksten niet voor kritiek of verbetering vatbaar zouden zijn. In een dergelijke context spreekt het voor zich dat het eventuele stilzwijgen van de afdeling Wetgeving over die bepalingen, niet kan worden aangegrepen om de ontworpen wet op de ene of andere manier uit te leggen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het voorgestelde artikel 18sexies van de wet van 16 maart 1803 "op het notarisambt" (artikel 85 van het voorstel) regelt bepaalde aspecten van het gebruik van het nationaal nummer van de betrokkenen alsook, in bepaalde omstandigheden, van foto's van die personen in het Rijksregister, door de notarissen of de Koninklijke Federatie van het Belgisch notariaat.

Die bepaling heeft betrekking op de verwerking van persoonsgegevens in de zin van artikel 4, punt 2), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 "betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)".

Artikel 36, lid 4, gelezen in combinatie met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening alsook met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 "betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens", voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit te raadplegen, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 "tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit", "bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel (...) in verband met verwerking".

Die verplichting, die een algemene verplichting is, geldt ook wanneer het wetgevende initiatief van een parlementaire vergadering uitgaat.

De Kamer van volksvertegenwoordigers moet erop toezien dat de Gegevensbeschermingsautoriteit wordt geraadpleegd over artikel 85 van het voorstel.

ONDERZOEK VAN HET WETSVORSTEL

Artikels 57, 85 en 113

In het voornoemde advies 67.300/2-3 heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking gemaakt:

“À la différence de l'article 5, disposition dérogatoire autonome, l'article 4 remplace de manière définitive l'article 32ter, alinéa 1er, du Code judiciaire.

Toutefois, à lire les développements de la proposition, celle-ci contient des mesures temporaires “urgentes dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus”. Les développements invoquent ainsi “la légitimation des mesures temporaires concernant le dépôt des requêtes”. Le caractère temporaire est confirmé par l'intitulé du chapitre 3 de la proposition. La justification de l'urgence développée par le mandataire du Président de la Chambre fait également état de mesures temporaires, s'agissant des articles 4 et 5 (il faut relever que l'auditeur-rapporteur avait particulièrement insisté sur la justification de l'urgence invoquée pour adopter des dispositions définitives).

Il s'indiquerait, dans une loi prise, selon son intitulé, “dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19”, de ne conférer qu'un caractère temporaire à cette disposition. [...]”.

Compte tenu de la motivation de l'urgence en l'espèce, cette observation doit être réitérée en ce qui concerne l'article 32ter, alinéa 1er, du Code judiciaire, proposé par l'article 57, l'article 18sexies de la loi du 16 mars 1803 “contenant organisation du notariat”, proposé par l'article 85, et pour l'article 40, § 6, de la loi du 5 août 1992 “sur la fonction de police”, proposé par l'article 113.

Article 123

L'article 123 de la proposition complète l'article 115 du Code judiciaire par un alinéa 4. Cet alinéa habilite le premier président de la cour d'appel à décider que l'audience de la cour d'assises se tiendra dans un autre lieu d'audience (soit dans un autre lieu que celui où est établi le siège d'un tribunal de première instance du ressort de la cour d'appel, soit en dehors du ressort de la cour d'appel), et qu'une affaire y sera jugée.

Le premier président de la cour d'appel ne peut prendre cette décision que sur les réquisitions du procureur général ou ce magistrat entendu, et en concertation avec le ministre qui a la Justice dans ses attributions. Dans les développements, la participation du ministre de la Justice est justifiée en soulignant que celui-ci a “une vision plus large des lieux éventuellement disponibles où une audience pourrait être tenue”.

Lorsque les audiences de la cour d'assises se tiennent en dehors de son propre ressort, il est cependant évident que le premier président responsable de la cour d'appel de cet autre ressort est également associé à la décision permettant que l'audience se tienne dans son ressort. Pour assurer la cohérence de la législation, et eu égard aux compétences organisationnelles des premiers présidents des cours d'appel,

“In tegenstelling tot artikel 5, dat een op zichzelf staande afwijkende bepaling is, vervangt artikel 4 definitief artikel 32ter, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Bij het lezen van de toelichting bij het voorstel, blijkt evenwel dat het “dringende maatregelen (...) in het kader van de strijd tegen de coronaviruspandemie” bevat. Zo verwijst de toelichting naar “de wettiging van de tijdelijke maatregelen betreffende de neerlegging van verzoekschriften”. Het tijdelijke karakter wordt bevestigd in het opschrift van hoofdstuk 3 van het voorstel. De verantwoording van de spoedeisendheid die de gemachtigde van de voorzitter van de Kamer heeft aangevoerd, maakt ook gewag van tijdelijke maatregelen waar het gaat om de artikelen 4 en 5 (er zij op gewezen dat de auditeur-rapporteur in het bijzonder de nadruk had gelegd op de motivering van de aangevoerde spoedeisendheid om definitieve bepalingen aan te nemen).

In een wet die volgens het opschrift ervan wordt uitgevaardigd “in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19”, zou het aangewezen zijn om aan deze bepaling slechts een tijdelijk karakter te verlenen. (...)”.

Gelet op de motivering van de spoedeisendheid in dit geval, moet die opmerking nogmaals worden gemaakt in verband met artikel 32ter, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, voorgesteld in artikel 57, artikel 18sexies van de wet van 16 maart 1803 “op het notarisambt”, voorgesteld in artikel 85, en artikel 40, § 6, van de wet van 5 augustus 1992 “op het politieambt”, voorgesteld in artikel 113.

Artikel 123

Artikel 123 van het voorstel vult artikel 115 van het Gerechtelijk Wetboek aan met een vierde lid. Hierin wordt aan de eerste voorzitter van het hof van beroep de bevoegdheid gegeven te beslissen dat de terechtzittingen van het hof van assisen worden gehouden in een andere zittingsplaats (namelijk ofwel op een andere plaats dan diegene waar de zetel van een rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep gevestigd is ofwel buiten het rechtsgebied van het hof van beroep), en dat een zaak daar berecht wordt.

De eerste voorzitter van het hof van beroep kan deze beslissing enkel nemen op vordering van de procureur-generaal of deze magistraat gehoord, en in samenspraak met de minister bevoegd voor Justitie. De betrokkenheid van de minister van Justitie wordt in de toelichting verantwoord door erop te wijzen dat de minister “een ruimere visie heeft over de mogelijk beschikbare locaties waar zitting zou gehouden kunnen worden”.

In het geval de zittingen van het hof van assisen buiten het eigen rechtsgebied plaatsvinden, ligt het evenwel voor de hand dat ook de verantwoordelijke eerste voorzitter van het hof van beroep van dat rechtsgebied betrokken wordt bij de beslissing om de zitting in zijn rechtsgebied te laten plaatsvinden. Omwille van de coherentie van de regelgeving, en gelet op de organisatorische bevoegdheden van de eerste

il est recommandé de compléter la disposition proposée en ce sens.

Article 137

L'article 34sexies, alinéa 2, proposé, de la loi du 1^{er} août 1985 "portant des mesures fiscales et autres" habilite le président de la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels à autoriser les "avocats, les intéressés ou les membres de la commission" à assister à l'audience par vidéoconférence.

Il ressort de cette formulation que le public ne peut pas assister à l'audience par vidéoconférence. La logique conduit à conclure que la tenue d'une audience par vidéoconférence n'est possible que si, en vertu de l'article 34sexies, alinéa 1^{er}, proposé, et à la demande du requérant, le traitement à huis clos a été ordonné.

Ce faisant, la disposition proposée paraît avoir une portée plus limitée que ce qu'indiquent les développements relatifs à l'article 137. Il est dès lors recommandé soit d'adapter le texte de la disposition proposée, soit de préciser au cours des travaux préparatoires qu'une vidéoconférence n'est possible qu'en cas de traitement à huis clos.

Le greffier,

Wim GEURTS

Le président,

Marnix VAN DAMME

Le greffier,

Béatrice DRAPIER

Le président,

Pierre VANDERNOOT

voorzitters van de hoven van beroep, verdient het aanbeveling de voorgestelde bepaling in die zin te vervolledigen.

Artikel 137

Het voorgestelde artikel 34sexies, tweede lid, van de wet van 1 augustus 1985 "houdende fiscale en andere bepalingen" verleent de voorzitter van de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders, de bevoegdheid om "advocaten, betrokkenen of leden van de commissie" de zitting te laten bijwonen via videoconferentie.

Uit deze formulering blijkt dat het publiek de zitting niet via videoconferentie kan bijwonen. Hieruit volgt logischerwijze dat de mogelijkheid tot een zitting via videoconferentie enkel bestaat indien, op grond van het voorgestelde artikel 34sexies, eerste lid, en op vraag van de verzoeker, besloten is tot een behandeling met gesloten deuren.

De voorgestelde bepaling lijkt aldus een beperktere reikwijdte te hebben dan diegene die uit de toelichting bij artikel 137 blijkt. Het verdient bijgevolg aanbeveling hetzij de tekst van de voorgestelde bepaling aan te passen, hetzij in de parlementaire bespreking te verduidelijken dat een videoconferentie enkel in geval van behandeling met gesloten deuren mogelijk is.

De griffier,

Wim GEURTS

De voorzitter,

Marnix VAN DAMME

De griffier,

Béatrice DRAPIER

De voorzitter,

Pierre VANDERNOOT